

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 16 mai 2024

### Zoom sur : Publication des chiffres, en baisse, du commerce extérieur colombien.

Ce jeudi, le Centre d'Etudes Economiques (ANIF) a publié les chiffres du commerce extérieur du premier trimestre 2024 de la Colombie. **Alors qu'une reprise de la demande globale était attendue du fait de la baisse de l'inflation consécutive à un assouplissement de la politique monétaire (baisse du taux directeur de 0.75 pt% par rapport au T1 2023), les chiffres du commerce extérieurs se sont dégradés. Au mois de mars, les exportations ont chuté de 14,2 % en glissement annuel s'établissant à 3.8 Mds USD contre 4.5 Mds USD à la période précédente.** Cette diminution marque le 13<sup>ème</sup> mois consécutif de contraction. En considérant la variation trimestrielle, les exportations ont diminué de 9,4 %. Le principal secteur ayant pâti de cette rétractation de la demande extérieure est celui du carburant et des industries extractives (-7.8 pt%). Plus précisément, les ventes de houille, de coke et des briquettes ont nuis à la performance de ce secteur. Les volumes exportés de pétrole se sont également contractés ce trimestre (-1,8 %) et ont contribué négativement à la croissance de 0,5 pt%. Cette baisse est expliquée conjointement par la diminution de la demande internationale et les besoins en cargaison dans les raffineries nationales. De plus, la recomposition du panier d'exportations, permettant une vulnérabilité moindre aux chocs ainsi que des revenus supérieurs, continue de s'accélérer : Alors que les exportations non traditionnelles ont atteint une part de 46 % du total grâce à la bonne performance des produits agricoles (notamment des bananes) et des machines et équipements de transport, la part des exportations traditionnelles (café, pétrole et charbon) a diminué de 5 pt% par rapport à la même période en 2023.

A l'instar des exportations, les importations, en valeur, ont également nettement diminué au troisième mois (-18,8 %) impliquant à l'échelle trimestrielle une contraction de 11,6 %. Les importations totalisent alors 14.5 Mds USD. Cette mauvaise performance est principalement expliquée par l'industrie manufacturière (-6,6 pt%) mais également par les achats de combustibles et de produits des industries extractives (-2,7 pt%) et ceux de produits agricoles, alimentaires et de boissons (-2,3 pt%).

**Toutefois, ces chiffres sont à relativiser du fait du délai de transfert de la politique monétaire sur l'économie réelle. En effet, l'amélioration des perspectives de croissance en 2024 associée à la baisse progressive du taux d'intérêt directeur devraient se refléter dans les chiffres du second semestre.**

# Bolivie

## Hausse de la dette extérieure.

En mars 2024, la dette extérieure de la Bolivie a atteint 13,377 Mds USD, en hausse de 12,4 % depuis décembre 2020. Elle est composée à 86,2 % de prêts multilatéraux, bilatéraux et privés, et à 13,8 % d'obligations souveraines. Les principaux créanciers incluent la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque de Développement d'Amérique Latine, la Banque Mondiale, la Chine et la France.

## Les exportations baissent de 21,6%.

Selon les données du bulletin du commerce extérieur de l'Institut National de Statistique (INE), entre janvier et octobre 2023, la Bolivie a enregistré une baisse de 21,6% de ses exportations par rapport à la même période en 2022 : 9.3 Md USD contre 11.8 Md USD. De plus, un déficit commercial de 178 M USD a été enregistré sur cette période. Sur 22 produits d'exportation, seuls cinq ont enregistré une croissance (dont la viande bovine, qui a augmenté de 28 %). En revanche, les exportations d'hydrocarbures (i.e. gaz) ont chuté de -32%, celles de soja de -25%, et celles de minéraux de -13%.

# Colombie

En avril, les investissements directs à l'étranger (IDE) entrants ont diminué de plus de 21 % en raison de la baisse d'investissement dans les secteurs miniers et pétroliers.

D'après les données de la Banque Centrale (Banco de la República), le repli des IDE s'est traduit par une diminution de 412 M USD par rapport à la période précédente. Cette baisse significative marque le premier recul depuis le début de l'année. Avec une chute de 52,5 % (avril 2024), les investissements dans le pétrole et les mines sont les principaux responsables de cette fuite de capitaux qui pourrait remettre en question le financement du déficit. La société de conseil en risques politiques, Colombia risk, ajoute que « La détérioration des perspectives budgétaires du gouvernement diminuera la confiance des investisseurs intéressés par la Colombie, affectant les IDE et les opportunités pour les entreprises ».

Ce constat est néanmoins à relativiser : Sur cette même période, les IDE entrants dans les autres secteurs ont augmenté (+209,3 % g.a) et les remesas (transferts de fonds) également (+5.36 % g.a).

## En raison des risques budgétaires perçus, Bank of America a révisé à la baisse sa recommandation d'investir en Colombie.

Ce mercredi, dans son rapport : « Les risques budgétaires de la Colombie sont sous-évalués », la banque multinationale américaine Bank of America a conseillé de vendre les obligations colombiennes et d'acheter celles du Brésil qui auraient, selon elle, de meilleures perspectives. La prestigieuse institution souligne que sa recommandation a été motivée par la croyance que le Congrès colombien pourrait soutenir un assouplissement des objectifs de la règle budgétaire compromettant la discipline fiscale du pays. Le rapport met également en lumière le fait que les membres du congrès pourraient ne pas vouloir supporter le coût politique d'une réduction des dépenses publiques.

## Malgré l'annonce d'une augmentation du volume de production de pétrole par le ministre des finances, l'agence de notation Moody's obscurcit cette perspective en abaissant la note de crédit d'Ecopetrol.

Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a annoncé ce lundi que la production de pétrole brut devrait atteindre 1 M de baril par jour cette année, contredisant la cible pétrolière déjà établie dans le plan financier. Dans un contexte de croissance économique atone (0,7 % au T1 2024) notamment due à une contraction de la formation brute de capital fixe (FBCF), cette annonce s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de convaincre les investisseurs que la Colombie reste viable. Cette annonce a été soutenue par le président d'Ecopetrol, Ricardo Boa qui a indiqué que l'entreprise pouvait augmenter sa production dans une fourchette de 730 000 à 735 000 barils par jour. Certains observateurs soulignent néanmoins le fait que cette ambition semble peu réaliste.

Le lendemain, l'agence de notation Moody's a rétrogradé la note de crédit d'Ecopetrol à Ba1 (initialement à Ba3) avec une perspective stable.

Selon cette agence **l'abaissement de la note reflète «la solidité intrinsèque du crédit d'Ecopetrol»**. L'entreprise a en effet changé sa politique financière en augmentant son endettement dans le cadre d'un futur plan d'investissement sur les trois prochaines années tout en augmentant également les montants des dividendes distribués.

## Equateur

**En raison d'une suspension, les exportations de crevettes vers la Chine diminuent.**

Selon José Antonio Camposano, président de la Chambre nationale d'aquaculture (CNA), les exportations ont principalement diminué en volume, car plusieurs entreprises exportatrices guyanaises n'ont pas pu exporter vers la Chine, principal importateur, dû à une suspension imposée par l'Administration générale des douanes de ce pays. Cette suspension, toujours en vigueur, est due à un problème technique concernant les niveaux d'un conservateur qui a été résolu par l'industrie. **Les ventes de crevettes vers la Chine ont ainsi chuté de 27 % en volume et de 43 % en valeur au premier trimestre pour s'établir à 653 M USD.**

## Guyana

**Le Guyana est désormais le troisième plus grand fournisseur mondial de pétrole (hors OPEP).**

**Avec environ 645 000 barils par jour, la production pétrolière du Guyana se place désormais avant celle de la Norvège, de la Chine, du Mexique ou bien du Qatar.** Le pétrole est devenu le principal moteur de la croissance économique du pays ces dernières années. Pour mémoire en l'année dernière, le Guyana enregistrait la deuxième meilleure croissance mondiale. Pour le moment, les réserves de pétrole sont estimées à plus de 11 milliards de barils équivalent pétrole et des développeurs explorent toujours les eaux offshore du pays. Cependant, à l'horizon 2027, un volume de production de l'ordre de 1.1 M de barils par jour est espéré du fait de la mise en œuvre de trois nouveaux champs: Yellowtail, Uaru et Whiptail.

**Le vice-président avertit les pays restreignant les produits guyanais: «Il y aura réciprocité».**

**Les importations en provenance de tout pays qui empêche les produits du Guyana d'entrer sur son marché seront soumises à des restrictions similaires lorsque ses exportations entreront au Guyana.** Bharrat Jagdeo, le vice-président, a fait cette déclaration suite au blocage par les autorités trinitadiennes d'une importation de lait et d'eau en bouteille d'une valeur de 20 M USD de la société guyanaise Demerara Distillers Limited (DDL). D'après Komal Samaroo, président de la DDL, l'interdiction d'importation aurait été motivée par la loi de 2020 sur les maladies animales, bien que ces produits auraient été exportés sans encombre vers d'autres territoires de la communauté caribéenne (CRARICOM).

## Pérou

**Le déficit budgétaire se creuse en avril et atteint 3,6 % du PIB.**

Selon la Banque Centrale (BCRP), le déficit fiscal accumulé au cours des 12 derniers mois s'est élevé à 3,6 % du PIB jusqu'en avril 2024, soit une augmentation de 0,8 points par rapport à décembre 2023 et de 0,2 points par rapport à mars 2024. Ce niveau de déficit est le plus élevé depuis la crise sanitaire. Il convient de noter qu'entre janvier et avril, les recettes fiscales ont atteint 19 Mds USD, soit 3,3 % de moins qu'au cours de la même période en 2023, tandis que les dépenses non financières du gouvernement se sont élevées à 17 Mds USD, soit 10,6 % de plus que l'année dernière. Pour sa part, le ministre de l'économie Jose Arista, a déclaré que l'objectif du déficit fiscal pour l'année 2024 est de 2 % du PIB, mais à ce stade, il serait un peu plus élevé.

**Les investissements dans le secteur minier augmentent de plus de 17 % au premier trimestre.**

**Le ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM), à travers la publication de la dernière édition du bulletin statistique minier, a indiqué que les investissements miniers cumulés de janvier à mars 2024 s'élevaient à 995 M USD, soit une augmentation de 17,2 % par rapport à la même période en 2023 (849 M USD).** Concernant les équipements miniers, l'investissement cumulé

au premier trimestre 2024 s'est élevé à 178 M USD, soit une augmentation de 41,6 %, par rapport à la même période en 2023. L'investissement en exploration a subi une croissance de 24,1 % au cours du trimestre, atteignant 105 M USD. Finalement les investissements en infrastructures ont atteint 219 M USD sur la même période, soit 1,9 % de plus que ce qui a été rapporté pour la même période en 2023.

## Suriname

**Le minage de bitcoin est une des causes présumées d'une diminution significative des réserves hydroélectriques, déjà précaires.**

**Le ministre de l'environnement Abiamfo indique qu'à la fin juillet, une interruption de la production hydroélectrique est possible due au niveau décroissant d'eau du barrage Afobaka.** Au mois d'avril (début de la saison des pluies), le niveau du réservoir a diminué d'environ 30cm, alors qu'une augmentation de 20 à 30 cm était attendue. La production électrique a déjà été réduite à 90 mégawatts par jour, soit seulement 60 % de son niveau habituel, et il est à craindre que cette situation se détériore encore dans les mois à venir.

Le minage de bitcoins est pointé du doigt comme l'une des causes de cette crise énergétique. Avec la consommation croissante d'électricité par les installations de minage, le pays est contraint de recourir davantage aux centrales thermiques ce qui représente une charge économique équivalente à 1 % du PIB pour le pays.

## Venezuela

**Résultats de l'enquête sur la situation industrielle du premier trimestre 2024.**

La Confédération vénézuélienne des industriels (Conindustria) a indiqué qu'au cours du premier trimestre 2024, la production nationale privée du pays a enregistré une croissance de 16,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. L'évolution des trois premiers mois a été la suivante : Janvier +26,4 %, Février +21,3 %, Mars +5,6 %. Le taux moyen d'utilisation des capacités est de 37,6 % sauf pour un 34 % des petites entreprises qu'utilisent moins de 20 % de leur capacité installée.

En termes de volume de production annualisé par activité économique, le bois et le papier se distinguent avec une augmentation de 75,9 % suivis par les pièces détachées automobiles 41 %, les produits pharmaceutiques 38,5 %, les produits alimentaires 35,1 %, les produits chimiques 11,9 %, les textiles et les chaussures 11,7 %, les boissons 5,4 % et les machines, les équipements électriques et l'optique 3,1 %. Parmi les secteurs en baisse, on trouve la métallurgie et les produits métalliques (-40,8 %), les industries non métalliques (-17,8 %), le plastique et le caoutchouc (-10,6 %) et les autres industries (-13,6 %).

L'enquête indique que les principaux facteurs ayant un impact sur la production manufacturière privée sont : les taxes fiscales et parafiscales excessives (90 %), concurrence des produits importés (87 %), manque de financement (74 %), faible demande intérieure (63 %), le commerce illicite (48 %) et les pénuries de carburant, surtout à l'intérieur du pays (44 %).

Les perspectives 2024 sont optimistes, les grandes entreprises visent une croissance de 9,2 %, la moyenne industrie de 5,7 %. Néanmoins, la petite industrie estime que sa production pourrait diminuer de 0,4 %. Le taux de croissance moyen des industriels vénézuéliens en 2024 est actuellement d'environ 8,8 %.

**La production de sucre augmente 91 %.**

**La Fédération nationale des associations de producteurs de canne à sucre du Venezuela (Fesoca) a informé que la production de sucre au Venezuela a augmenté de 91 % depuis la période 2019-2020 (162.032 tonnes) à celle de 2023-2024 (309.526 tonnes) - qui n'est pas encore terminée, de sorte que ce pourcentage pourrait être plus élevé.** Fesoca a également indiqué que dans les dernières 24 années la période pic de production a été celle de 2005-2006 avec 744.000 tonnes et le minimum fût celle de 2019-2020 avec une production de 162.000.

## **Priorité accordée aux entreprises pétrolières existantes par les Etats Unis pour les licences au Venezuela.**

Les États-Unis indiquent avoir reçu jusqu'à 50 demandes de licences individuelles d'entreprises cherchant développer ou poursuivre leurs opérations dans l'industrie pétrolière du Venezuela après l'expiration d'une licence générale LG44 accordée l'année dernière. Le Trésor américain avait annoncé mi-avril qu'il ne renouvelerait pas cette licence générale qui avait assoupli les restrictions pour mener des activités pétrolières au Venezuela, en raison du non-respect par le gouvernement des conditions d'une élection présidentielle compétitive. **Les États-Unis ont également indiqué qu'ils donneraient la priorité aux entreprises ayant déjà une production et des actifs pétroliers dans le pays par rapport à celles cherchant à y entrer pour la première fois.**

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
<b>Bolivie</b>	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
<b>Colombie</b>	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
<b>Equateur</b>	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
<b>Guyana</b>	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
<b>Pérou</b>	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
<b>Suriname</b>	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
<b>Venezuela</b>	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
<b>Argentine</b>	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
<b>Brésil</b>	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
<b>Chili</b>	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
<b>Mexique</b>	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Olympe MAHE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr)